

LES JUSTES DU CANTAL

Réseaux et portraits

© Yad Vashem

“ En honorant ceux qui ont refusé de se plier à la fatalité de la volonté exterminatrice de l'idéologie nazie, la médaille des Justes contribue à rétablir l'Histoire dans sa vérité. ”

Simone Veil

Le travail de mémoire en perpétuel mouvement

L'historien Patrick Cabanel indiquera également que rien n'aurait pu être possible sans l'aide des organisations juives d'assistance et si les juifs « n'avaient pas pris eux-mêmes leur destin en mains ».

Patrick CABANEL, *Chère Mademoiselle*, Ed. Calman-Levy/ Mémorial de la Shoah, 2010, p46.

L'IMBRICATION DES RÉSEAUX

Religieux, enseignants, agents de l'État, agriculteurs... Tous ces justes avaient à cœur d'aider les autres à leur façon : médiateurs, passeurs, falsificateurs, hôtes... Sans l'aide des réseaux juifs et non-juifs, résistants ; et de façon isolée, ils n'auraient pu cacher, alimenter, falsifier l'identité, faire travailler les personnes juives qu'ils ont sauvées, au péril de leur propre vie.

« Aujourd'hui il y a un épuisement des témoins. A la mort du dernier enfant sauvé, le nombre de Justes parmi les Nations sera stabilisé. »

Julien BOUCHET, page internet des Presses universitaires Blaise-Pascal, consulté le 22 août 2023

UNE RECONNAISSANCE PARFOIS TARDIVE



Beaucoup sont ceux qui n'ont jamais cherché la reconnaissance pour les actes de bravoure et de sauvetage dont ils ont fait preuve. Dans ce monde d'après guerre, chacun a dû essayer d'oublier l'innommable, de se reconstruire, certains ont déménagé, changé de métier, d'autres ont gardé des liens très forts avec les personnes qui les ont aidés... Et quand vient l'heure de la reconnaissance, il est parfois déjà trop tard. L'obtention du titre de Juste se fait souvent à titre posthume. La demande est réalisée par une tierce personne : survivant ou témoin. Il faut ensuite qu'un dossier soit constitué, regroupant des preuves et des témoignages. Commence alors un vrai travail d'enquête et de recherche qui peut prendre souvent plusieurs années.

Eliane Bonal en 2022 lors de sa remise de médaille de Juste (© Préfecture du Cantal/Service communication).

LE DEVOIR DE MÉMOIRE ET LES CÉRÉMONIES

Chaque année, la journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'État français et d'hommage aux « Justes » de France a lieu le 16 juillet sur tout le territoire, en mémoire de la rafle du Vélodrome d'Hiver qui a été perpétrée les 16 et 17 juillet 1942, ou le dimanche suivant si le 16 juillet n'est pas un dimanche.

Au-delà de la mémoire nationale, certaines cérémonies locales sont organisées.

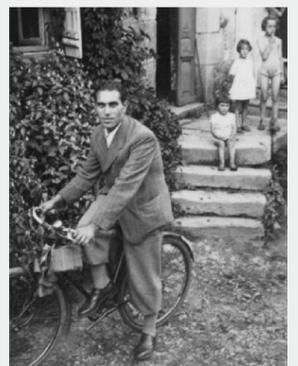
Vendredi 20 mai 2022, à Mandailles Saint-Julien (Cantal), le Comité français de Yad Vashem a remis, en main propre, la médaille des « Justes parmi les Nations » à Éliane Bonal, presque centenaire. Lors de l'événement, elle a également reçu les insignes de Chevalier de la Légion d'Honneur, en présence de Monsieur le Préfet du Cantal.

Pendant la Shoah, elle et six autres habitants de Mandailles-Saint-Julien, décorés à titre posthume, ont aidé et caché le docteur Abram Kuczynski, arrivé dans la commune en 1943.

Les six autres Justes qui ont participé au sauvetage du docteur sont Marie Bonal, mère d'Éliane, Léontine et Louis Almaric, Marie et Jean Rongier et leur fille Léontine Tournier.

Destins croisés sauveur / sauvé

Juif polonais arrivé en France pour finir ses études de médecine, fin 1942, Abram Kuczynski est dénoncé et arrêté par un gendarme qu'il avait soigné, et dès lors est transféré au camp de Nexon, puis au camp de Gurs. Il se cache pendant trois jours sous le sol d'un baraquement afin d'échapper à la déportation vers Drancy. Il parvient à s'enfuir mais est rattrapé et, après plusieurs évasions, il arrive à Mandailles-Saint-Julien, au camp Faraut, dans le Cantal, le 15 juillet 1943. Il travaille en tant que bûcheron avec 25 autres Juifs. En tant que médecin, il prodigue clandestinement, sans relâche et au risque de sa propre vie, des soins aux habitants et aux blessés du maquis de cette vallée de la Jordanne.



Abram Kuczynski en 1944
© Yad Vashem

« J'ai laissé à Aurillac et dans la campagne d'Auvergne des vrais amis parmi les médecins et le reste de la population pour tous les services qu'ils m'ont rendus quelquefois en exposant leur propre sécurité. Comité Français pour Yad Vashem, yadvashem-france.org/dossier/nom/14037b [consulté juin 2023]. »

En France, **80 %** d'enfants juifs de moins de 18 ans ont survécu soit environ **59 000** enfants dont **10 000** furent réellement sauvés par des organisations juives et grâce à la compassion et à la solidarité de la population non-juive.

En France, et grâce aux réseaux de sauvetage, **75 %** des juifs ont été sauvés.

CHIFFRES CLÉS

Malheureusement, **11 000** enfants furent déportés (rares sont ceux qui revinrent vivants des camps).

En parcourant cette exposition et à la lueur des événements actuels, tout à chacun peut se poser la question: **qu'aurait-on fait à leur place ?**

ou plutôt comme le disait Marthe CAMBOU :

« Il fallait vouloir affronter ça, sinon on n'aurait rien fait »

Témoignage audio de Marthe Cambou
www.yadvashem-france.org [consulté en mai 2023].

PARTENAIRES ET REMERCIEMENTS

Exposition créée et financée par le service départemental du Cantal de :

OFFICE NATIONAL DES COMBATTANTS ET DES VICTIMES DE GUERRE
Aider Reconnaître Transmettre

PRÉFET DU CANTAL
Liberté Égalité Fraternité

Partenaires de l'exposition :

cantal
LE DÉPARTEMENT

COMITÉ FRANÇAIS POUR YAD VASHEM

CHEC
CENTRE D'ÉTUDES ESPACES ET CULTURES
UPR 1001 / UCA

ACTION ÉGALITÉ
GRANDE CAUSE DU QUINQUENNALE

Comité de relecture :

- Archives départementales du Cantal
- Julien BOUCHET, professeur agrégé et docteur en histoire contemporaine, chercheur associé au centre d'histoire «Espaces et Cultures» (UCA)
- Simon MASSBAUM, Délégué Régional sud Massif Central, Comité français pour Yad Vashem

- Jean-Michel RALLIERES, professeur d'Histoire, auteur et docteur en histoire contemporaine
- Manuel RISPAL, ex-journaliste, historien de terrain, enquêteur

Conception graphique :

Lise DEL BARCO - 3 Pom de Com

Les Sœurs résistantes d'Allanche et de Pierrefort

Jeanne Dessaigne
« Sœur Marie-Angèle »
a enseigné 52 ans à Allanche
et 6 ans à Pierrefort.
©Yad Vashem



SŒUR MARIE-ALICE VIDAL (1906-1995)

Sœur Marie-Alice Vidal de l'ordre de Saint-Joseph est infirmière et directrice de la maison de l'hospice de Pierrefort. Cet établissement, géré par des religieuses, tient lieu d'hôpital et de maternité.

Sœur Marie-Alice Vidal reçoit, au début de l'année 1944, Frymeta Cohen Solal, enceinte, et sa petite fille Jacqueline qui cherchent un refuge.

En effet, après avoir fui Marseille pour échapper aux persécutions, la famille Cohen Solal arrive à Pierrefort et loue une petite maison, mais l'intensification de la présence allemande force Frymeta à demander asile à sœur Marie-Alice. Quant à son mari, Samuel, il rallie une unité de maquisards FTPF*. En août 1944, Frymeta Cohen Solal accouche dans la clandestinité avec l'aide de sœur Marie-Alice et des autres religieuses de l'établissement, d'une petite Mauricette, prénommée plus tard Myriam.

Sœur Marie-Alice Vidal n'hésite pas également à ouvrir sa porte aux maquisards blessés et faire front aux Allemands venus enquêter dans son institution.

La Famille Cohen Solal s'installera en 1949 en Israël sans jamais oublier sœur Marie-Alice Vidal. La famille s'agrandira avec la naissance de David. Puis les générations suivront, Myriam aura trois enfants, deviendra ingénieure en électronique et se considérera toujours comme « une Auvergnate ». Jacqueline, son aînée exploitera une ferme. Quant à David, il deviendra chef d'entreprise. Frymeta mourra en 1973.

Samuel Cohen-Solal entamera les démarches pour que leur protectrice obtienne la reconnaissance de « Juste parmi les Nations ».

Sœur Marie-Alice Vidal recevra cette distinction avec beaucoup d'humilité et n'acceptera qu'on en parle « *seulement pour que les jeunes puissent se rendre compte que les horreurs de la Seconde Guerre mondiale ont bien existé mais qu'on peut toujours faire preuve de solidarité* ». Article La Voix du Cantal, du 7 mai 1993, publié dans « Elles ont résisté »..., Ed. de l'Association du Musée de la Résistance d'Anterrieux, 2020, p.184.

Elle fut reconnue « Juste parmi les Nations » le 27 janvier 1993.



Sœur Marie-Alice Vidal, accompagnée de Mauricette Cohen-Solal.
© Mairie de Pierrefort

*Francs-tireurs et partisans français



Philomène Rolland et Jeanne Dessaigne en 1947.

Au centre à gauche : Philomène Rolland (Sœur Marie Étienne), à droite : Jeanne Dessaigne (Sœur Marie-Angèle), à l'école confessionnelle catholique.
© Fonds Pierre Amiral.

JEANNE DESSAIGNE DITE « SŒUR MARIE-ANGÈLE » (1884-1975) ET PHILOMÈNE ROLLAND DITE « SŒUR MARIE-ÉTIENNE » (1914-1998)

Sœur Marie-Angèle (Jeanne Dessaigne) et Sœur Marie-Étienne (Philomène Rolland), sont toutes deux membres de l'ordre des Sœurs de Saint-Joseph et enseignent à Allanche durant la Seconde Guerre mondiale à l'école Saint-Joseph de jeunes filles, qui héberge également un internat dont « Mademoiselle Dessaigne » est la directrice. Elles cachent des enfants juifs.

Lors d'une visite dans un établissement membre de l'ordre, à Saint-Flour en novembre 1942, Sœur Marie-Étienne fait la connaissance d'Isaac Florentin, sa femme Corinne et leur fille Colette âgée de 11 ans. Juifs originaires de Salonique (Grèce) et de Turquie, fuyant Paris au moment de la débâcle, ils s'étaient réfugiés à Perpignan dans la famille d'Isaac.

Pour fuir les persécutions qui s'intensifient, ils décident de mettre leur petite fille à l'abri à Saint-Flour. N'ayant plus de place à l'Institut des sœurs de Saint-Joseph de Saint-Flour, Sœur Marie-Étienne prend sous son aile la petite fille, et avec l'accord de Sœur Marie-Angèle, cette dernière intègre sous une fausse identité et sans contrepartie financière, l'internat d'Allanche.

Le père de Colette et son oncle partent pour l'Espagne afin de rejoindre les forces de la France Libre.

Quant à Corinne, recherchée par la Gestapo à Perpignan, elle revient à Allanche en juillet 1943 avec sa nièce de 10 ans : Jacqueline Eskinazi.

Toutes les trois restent alors à l'internat d'Allanche sous la protection des deux religieuses qui leur donnent une chambre. Les deux fillettes sont scolarisées et baptisées, seules les sœurs connaissent leur identité. Elles sont cachées à l'internat, jusqu'à la Libération, en 1944 pour Corinne et 1945 (jusqu'à la fin de l'année scolaire), pour Colette et Jacqueline. Colette retrouve son père, mais Samy Eskinazi, le père de Jacqueline, fut arrêté et déporté à Auschwitz.

Leurs liens continuèrent jusqu'aux décès des deux Sœurs. Elles reposent désormais au cimetière de Pierrefort dans la sépulture des Sœurs de Saint-Joseph.

Elle furent reconnues toutes les deux « Justes parmi les Nations » le 6 février 2002.

Le saviez-vous

En 2023, Pierrefort est la seule commune du Cantal appartenant au réseau des villes et villages des Justes de France, développé par le Comité français pour Yad Vashem témoignant ainsi de la reconnaissance de la commune à ses 3 religieuses d'origine Pierrefortaises : sœur Marie-Alice, sœur Marie-Étienne, sœur Marie-Angèle. 3 rues portent leurs noms.

Philomène Rolland et Jeanne Dessaigne acceptèrent également de scolariser quasi clandestinement André Lohmar (né en 1939 à Paris), dans leur établissement. Les parents de ce dernier, Heinz et Hilde Lohmar (devenus les Lemaire), étaient venus se réfugier avec lui à Allanche.

Heinz était peintre surréaliste Allemand, dans la mouvance de Max Ernst. Communiste et anti-nazi, ses toiles et ses livres avaient été saisis. Il fut alors l'Allemagne en 1933, et rejoint Paris comme des milliers de réfugiés allemands. Il se maria avec Hilde (juive allemande), réfugiée elle aussi à Paris. Heinz s'engagea dans l'armée française puis rejoint sa femme à Allanche en 1942 où il y restèrent jusqu'en 1945. Ils rentrèrent en Allemagne en janvier 1946. La famille fut aidée par les habitants d'Allanche, le maire, les maquisards et le clergé (Hilde et André furent cachés à plusieurs reprises dans l'église).

André reviendra en juin 2011 à Allanche.

Ce retour à Allanche aidera André Lohmar à « comprendre la situation de ses parents pendant la Seconde Guerre mondiale ».

“ Philomène Rolland [...] a non seulement été mon institutrice à l'école maternelle mais [...] nous a également protégés, je suis rempli de fierté et je me réjouis que l'État d'Israël ait décoré Philomène de Juste parmi les Nations.

André Lohmar

Arch. Dép du Cantal ref : 546 PER art1, Cahiers des amis du vieil Allanche, revue n°5.

“ Ce n'était pas une pension, c'était une famille.

Nous sommes souvent revenues à Allanche voir mademoiselle Dessaigne et Sœur Marie-Étienne, jusqu'à leur départ. Nous avons entretenu des liens d'affection très étroits jusqu'à leurs décès. Elles ont été toutes deux formidables avec nous. Le mérite revient uniquement à ces deux religieuses d'exception qui ont senti aussitôt qu'il ne fallait rien révéler à personne. Après la guerre, la conception de leur devoir et leur grande modestie, les ont conduites à ne pas évoquer leur action.

A deux reprises nous avons parlé de la médaille des Justes à Sœur Marie-Étienne. Elle a refusé, déclarant que notre profonde amitié était plus importante que l'attribution d'une médaille. À sa mort, nous nous sommes senties déliées du respect de son vœu et nous avons jugé qu'il était de notre devoir de les honorer.

Colette

Arch. Dép du Cantal ref : 546 PER art1, Cahiers des amis du vieil Allanche, revue n°5.



Colette et Jacqueline en 1943 ou 1944 à Allanche
Source photo : Arch. fam.
© Mémorial Yad Vashem Jérusalem



André LOHMAR juin 2011, retour à Allanche
©Fonds Manuel Rispal



Tableau des frères Roux porté par André Lohmar et peint par son père, Heinz Lohmar
©Photo : Pierre Amiral

Tableau représentant les deux frères Jean-Marie et Raymond Roux, d'Allanche, fusillés par une colonne allemande à Saint-Paul-des-Landes, le 20 juin 1944. Tableau peint par Heinz Lohmar, peintre allemand anti-nazi réfugié à Allanche avec son épouse et leur fils André.

Murat et ses trois Grandes Femmes



ALICE ET LES ORGANISATIONS JUIVES

Alice est en contact avec les réseaux juifs clandestins de sauvetages et de résistance :

- « La Sixième » créée fin de l'été 1942 : branche clandestine des Éclaireurs Israélites de France (EIF) en zone sud, classée par région, Alice connaît parfaitement le réseau de Clermont-Ferrand qui englobe le Cantal (dirigé par Raymond Winter qui sera fusillé à Soubizergues dans le Cantal),
- L'OSE avec sa branche clandestine : le réseau Garel (créé fin 1942),
- L'UGIF* de Clermont-Ferrand et de Saint-Étienne.

Ces organisations ont besoin de l'aide des non juifs sur le terrain, pour accomplir leur mission de sauvetage et de mise à l'abri de leurs protégés.

*Union Générale des Israélites de France créée en novembre 1941. Par ordre de Vichy, pour mieux les contrôler, toutes les organisations juives doivent y être rattachées.

Au péril de leur vie, les « assistantes sociales ou convoyeuses », (juives ou non juives) de ces organisations, convoient les enfants à Murat chez Alice, les placent, versent les pensions dans les familles, les internats ou envoient les mandats à Alice et vérifient le bien-être des enfants déjà placés.



Alice Ferrières et « ses enfants » en 1943.
© Droits réservés
Mémorial Yad Vashem
Jérusalem. Site Yad
Vashem Jérusalem.

« MADEMOISELLE ALICE » ALICE FERRIÈRES (1909-1988)

De famille protestante des Cévennes, elle grandit dans l'Hérault où elle développe un sens aigu de la justice et de la liberté.

Professeur de mathématiques, laïque et républicaine, elle est nommée en 1938 à l'EPS (Ecole primaire supérieure) de jeunes filles de Murat où elle arrive avec son père.

PRINTEMPS 1941 : Révoltée par l'éminente mise en place du second statut des juifs, elle écrit aux rabbins de Clermont-Ferrand et de Nîmes pour proposer son aide, notamment à la communauté intellectuelle de la faculté de Strasbourg réfugiée à Clermont-Ferrand. Dès lors tout s'enchaîne. Elle correspond avec les Comités d'Assistance aux Réfugiés juifs (CAR) de Clermont-Ferrand et de Marseille (bureau de Nîmes), qui lui indiquent les personnes en difficultés. Assistée par Marie Sagnier et Marthe Cambou, ses collègues, elle fait parvenir des mandats qu'elle retire parfois de son propre salaire, des lettres et des colis aux israélites français statufiés ou étrangers (dans les camps ou sortis des camps). Pour les juifs statufiés n'ayant plus d'emploi, elle se démène pour leur en trouver. Elle accueille également des familles juives venues se réfugier à Murat. Les membres du MUR vont lui apprendre à faire de fausses cartes d'identité.

LES ÉLÈVES DE L'EPS DE FILLES DE MURAT : Avec l'accord de Marie Sagnier, cet élan de solidarité, Alice va le partager avec ses élèves (certaines sont filles de gendarmes), qui deviendront complices de ses actions. Elle émet une seule condition : que leurs parents soient informés : « *Je désire que mes élèves ne restent pas indifférentes au milieu des bouleversements de cette période tragique [...] (qu'elles) sauront conserver dans leur cœur les idées de justice et de tolérance pour lesquelles tant d'hommes sont morts.* » Alice Ferrières le 11 décembre 1941. Extrait d'une lettre au bureau du CAR de Clermont-Ferrand, Patrick CABANEL, *Chère Mademoiselle*, Ed. Calman-Levy/ Mémorial de la Shoah, 2010, p65.

JANVIER 1943 : Son aide devient plus active, le danger s'accroît, il faut assurer la survie des enfants et adolescents juifs. Par l'intermédiaire des réseaux juifs, les premiers arrivent en gare de Murat le 6 janvier 1943 sous de fausses identités*, puis d'autres suivront. Elle les reçoit d'abord chez elle, avec leur convoyeuse (de l'OSE et l'EI), les disperse dans des familles de Murat, dans des fermes alentours ou dans les internats comme l'EPS de jeunes filles ou de garçons de Murat. Certains seront scolarisés dans les écoles de village. A partir de là, Alice commence à écrire son Journal.

*Les enfants juifs de (-) de 15 ans n'étaient pas astreints à la carte d'identité obligatoire. Ils prenaient un nom d'emprunt avant d'être placés dans des familles non juives.

Alice tisse son propre réseau pour trouver des familles d'accueils pour les enfants et les adultes arrivés à Murat. Elle organise sa vie autour des enfants, qu'elle réunit dans son appartement le jeudi et le dimanche. Avec Marie Sagnier et Marthe Cambou, elles organisent des balades dans la campagne, préparent des goûters, fêtent les anniversaires...

Elle prend des nouvelles d'eux, leur envoie des colis, leur écrit, leur obtient de faux papiers, des cartes d'alimentation (procurés par l'intermédiaire de la Résistance), les reconforte, correspond avec leurs familles restées notamment à Paris, Lyon et Clermont-Ferrand, reçoit les mandats des organisations juives pour payer les pensions des enfants.

Chez elle, on y donne des cours d'Hébreu, on y fait Shabbat le vendredi, on chante, on prie. Parfois des juifs arrivent chez elle et y passent la nuit voir plusieurs jours. Aidée par Marthe et Marie, Alice est l'intermédiaire de ce vaste sauvetage, son 3 pièces au cœur de Murat est une véritable « plaque tournante ».

Elle restera à Murat jusqu'en mai 1946 et partira dans la zone d'occupation française en Allemagne.

Elle fut reconnue « Juste parmi les Nations » le 28 juillet 1964.



MARTHE CAMBOU (1919-2018) La benjamine

A Paris, pendant ses études pour devenir « orientatrice », tout de suite après-guerre.
© Fonds Marthe Cambou. Photo prêtée à l'ONaCVG du Cantal par D. Barnet (son fils).

Dès la guerre d'Espagne, elle s'occupe des réfugiés qui logent aux Cours Complémentaires dirigés par son père à Aurillac, puis ceux qui vont fuir la zone occupée. Elle milite très tôt contre toutes formes d'oppressions.

Nommée à son premier poste en tant que professeur de français à l'EPS de jeunes filles de Murat en octobre 1941, elle devient la complice d'Alice Ferrières dès 1942, quand des familles juives arrivent à Murat.

En 1943, comme Alice, elle s'occupe des enfants et parcourt plusieurs kilomètres durant ses jours de congés pour leur apporter du réconfort. Elle pense avant tout au bien-être de ses protégés. Lorsqu'on lui demande pourquoi avez-vous fait tout ça? Elle répond :

« *il y a eu l'influence primordiale d'Alice Ferrières devenue mon amie [...] On ne pouvait pas rester insensible à son charisme, son rayonnement, à son courage.* »

Elle gardera des liens avec Alice Ferrières jusqu'à la mort de celle-ci.

“ *Je n'étais pas très rassurée lorsque j'allais à la gare chercher des juifs. Alice Ferrières me donnait leur signalement (...) mais il se trouvait qu'il y avait souvent des soldats Allemands dans le train qui s'arrêtaient à Murat. C'était des situations toujours difficiles et dangereuses, mais il fallait vouloir affronter ça, sinon on n'aurait rien fait.* ”

Témoignage audio de Marthe Cambou - www.yadvashem-france.org, consulté en mai 2023

Marthe Cambou (épouse Barnet) cachera les documents d'Alice dans la cheminée de sa chambre et confira plus tard le journal et les correspondances d'Alice au Mémorial de la Shoah.

Elle quitte Murat en 1945 pour poursuivre des études de conseillère d'orientation à Paris.

Elle fut reconnue « Juste Parmi les Nations » le 3 février 2003.

MARIE SAGNIER (1898-1996) L'intrépide

© Fonds dotation Gosse du lycée R. Gosse
Clermont l'Hérault et association
de sauvegarde du patrimoine de St-Pons de Mauchien

Professeur de mathématiques, physique et chimie dans l'Hérault, elle est nommée directrice de l'EPS de jeunes filles de Murat en décembre 1940.

Dès la guerre d'Espagne, elle accueille des réfugiés républicains espagnols et manifeste en 1936, ce qui lui vaut une sanction et est mutée à Murat.

Dès juin 1941, Marie aide Alice dans le sauvetage des juifs. Dans son établissement scolaire, elle accueille des jeunes filles juives sous une fausse identité, puis aide leurs familles à trouver des refuges et du travail.

Jacqueline Grinbaum, élève juive à l'EPS de Murat arrivée en 1943 avec sa sœur, dira de Marie qu'elle était : « *très digne, courageuse, généreuse, toujours disponible, à notre écoute [et suivait] de près notre scolarisation* ». Patrick CABANEL, *Chère Mademoiselle*, Ed. Calman-Levy/ Mémorial de la Shoah, 2010, p540.

Lorsque les Allemands arrivent à Murat, ils établissent leur quartier général en face de son école. Quand ils viennent vérifier s'il n'y a pas de jeunes filles juives dans l'établissement, Marie Sagnier n'hésite pas à nier. Elle établit également aux autorités de Vichy de faux registres de présence.

Elle repart dans l'Hérault à l'automne 1944 où elle est nommée à l'EPS de jeunes filles de Clermont-l'Hérault.

Elle fut reconnue « Juste parmi les Nations » en 1983.

Le saviez-vous

Alice Ferrières est la première femme française, en 1964 à être reconnue comme « Juste parmi les Nations » par le Mémorial de Yad Vashem.

Malgré le danger encouru, en véritable « mémorialiste », Alice tiendra un journal de 1943 à 1944.



Classe de 3^{ème} collège jeune fille de Murat 15 mai 1944.
Marie Sagnier debout à gauche, au centre du premier rang, avec son cartable, Alice Ferrières puis les élèves murataise ou réfugiées.
© Mémorial Yad Vashem Jérusalem. Site Yad Vashem Jérusalem.

REMARQUES

Alice Ferrières avoua que ces sauvetages ont également été possibles grâce à la complicité d'une grande partie de la population et de la gendarmerie. Murat et ses alentours ont été de hauts lieux de la Résistance civile et armée. Alice fut en contact avec le milieu résistant, notamment Henri Joannon, pharmacien à Murat.

Vic-sur-Cère et le Touring Hôtel

LE TOURING HÔTEL : UN REFUGE POUR SAUVER LES ENFANTS

Pour l'OSE, le Home de Vic-Sur-Cère était considéré comme une étape, les enfants devaient partir ensuite dans des familles d'accueil, d'autres centres ou vers la Suisse.

Le Touring Hôtel (établissement désaffecté), a été réouvert à l'initiative de l'abbé Alexandre Glasberg, prêtre d'origine juive, membre de l'Amitié Chrétienne⁽¹⁾, pour créer **un centre d'accueil destiné aux enfants juifs sortis des camps d'internements**. Il réussit alors à obtenir l'autorisation préfectorale du Cantal, le 11 juillet 1942. Ce centre d'accueil sera subventionné par l'Œuvre de Secours aux Enfants (OSE)⁽²⁾.

Au départ, le centre d'accueil de Vic-sur-Cère devait recevoir des jeunes filles juives étrangères âgées de 16 à 22 ans, des camps de Gurs et Rivesaltes. Cependant, dès juillet 1942, les premières arrivées vont venir également de la région de Lyon (enfants issus de familles ayant fui la zone occupée et les rafles de l'été 1942). Ce sera le cas de Suzanne Chaimovitz et de sa sœur. Certaines seront françaises.

Avec la précipitation des événements, le Touring Hôtel accueillera en fait des enfants, des adolescents et des jeunes filles, dans le but de sauver un maximum de personnes. Quant aux adultes, ils feront partie de l'encadrement.

La direction sera confiée à Henriette Malkin (juive), arrivée avec ses enfants en juillet 1942 d'Agde, suivie par son mari Isia Malkin, en septembre 1942, médecin dans les camps d'Agde et Rivesaltes. Le 25 novembre 1942, le préfet du Cantal, Monsieur Homo, indique à l'Abbé Galsberg qu'il souhaite que le centre soit dirigé par une « aryenne ». Suzanne Jacquet, protestante, prend alors la direction en décembre 1942.

(1) L'Amitié Chrétienne a été créée fin 1941 à Lyon pour lutter contre l'antisémitisme. Œuvre interconfessionnelle de secours, dirigée notamment par l'Abbé Glasberg, elle travaille en étroite collaboration avec l'Œuvre de Secours aux Enfants (OSE). Elle est présente dans les camps d'internement et se charge de sauver des enfants en les plaçant dans des établissements qu'elle a ouverts.

(2) L'Œuvre de Secours aux Enfants est une organisation juive qui s'installe à Paris en 1933. Au cours des événements qui s'enchaînent, sa priorité devient la prise en charge des enfants juifs. Dès le début de la guerre, elle possède ainsi de nombreuses maisons d'enfants. Sa principale activité sera d'en faire libérer un maximum des camps d'internement et d'assurer leur placement dans les maisons d'accueil, les familles etc. Les membres de l'OSE : assistantes sociales, médecins, tous internés volontaires, très actifs dans les camps, s'efforcent de convaincre les parents (déportables), d'abandonner leurs enfants. En effet, peuvent sortir des camps d'internement les jeunes déclarés abandonnés et ayant un lieu ou quelqu'un pour les accueillir.

SUZANNE JACQUET (1911- 1985) ET LE TOURING HÔTEL - Une femme de cœur et de poigne



Suzanne Jacquet devant l'entrée du Touring Hôtel.
© Fonds Suzanne Jacquet (Muriel Vincent-Schumacher).
Photo confiée à l'ONaCVG du Cantal par M. Rispal.

A la fin de ses études secondaires en 1941, Suzanne Jacquet consacra son temps à la section marseillaise de l'Amitié Chrétienne⁽¹⁾. Après la réquisition par les allemands de la maison d'accueil du « Vert Plan », Suzanne Jacquet se voit confier par l'Abbé Galsberg la direction du Touring Hôtel de Vic-Sur-Cère. Elle vient alors dans le Cantal avec des jeunes filles juives, en décembre 1942. D'autres enfants juifs arrivent ensuite avec Gaston Vincent et son fils Michel. Durant leur périple, ils les firent passer pour des scouts protestants en uniforme.

Dès son arrivée, elle fait front à l'hostilité d'une partie de la population et de certaines jeunes filles du Touring qui lui reprochent le départ de leur ancienne directrice, Henriette Malkin.

« A mon arrivée dans le centre, je ne peux pas dire que j'y ai été accueillie avec joie : je n'étais pas juive, je ne parlais pas le yiddish, ni l'allemand que la plupart des filles parlaient et puis enfin, je prenais la place d'une personne à laquelle elles étaient habituées ». Arch. Dép. du Cantal, fonds Martres, 62 J Art. 15

Mais petit à petit, pour les enfants, elle devint alors « tante Suzanne ».

Elle fut par ailleurs une résistante active, membre du réseau Coty et en relation avec des résistants d'Aurillac, comme Henri Tricot (chef d'arrondissement d'Aurillac des Mouvements Unis de la Résistance : M.U.R), René Nugou, pharmacien, ou Marcel Gaillard, carrossier.

Elle fut reconnue « Juste Parmi les Nations » le 28 janvier 1986 à titre posthume. Gaston Vincent et son fils Michel (marié à Suzanne Jacquet-Vincent après la guerre), résistants, furent déclarés « Justes parmi les Nations », le 28 janvier 1986.

(1) Gaston Vincent fonda en 1941 une section marseillaise de l'Amitié Chrétienne. En coopération avec l'OSE, il ouvrit la maison d'accueil du « Vert Plan », à Mazargues, quartier de Marseille. Il y cachait également des enfants juifs venus des camps d'internement comme celui des Milles, que l'OSE était parvenue à faire sortir.

ROGER BONHOURS (1921-2017)

Falsificateur au grand cœur

Secrétaire à la mairie de Vic-Sur-Cère, Henriette Malkin lui demanda de l'aider à réaliser de faux papiers pour ses protégés.

Roger Bonhours se mit alors à établir, comme il le dira dans ses témoignages, de « vraies fausses cartes d'identités », jusqu'à la Libération.

De part le bouche-à-oreille, il se mit à faire des papiers pour les nombreuses familles juives venues se cacher à Vic ou dans les alentours, mais également pour les réfractaires au Service du Travail Obligatoire (S.T.O) et des résistants.

A l'arrivée de Suzanne Jacquet à Vic-Sur-Cère, Roger Bonhours continua de falsifier les cartes d'identité pour les enfants qui en avaient besoin. Il l'aida aussi à faire accepter sa présence, du moins à la tolérer, par la population de Vic, ainsi que ses protégés, et à les faire employer par des familles. Il lui fournit également des tickets de ravitaillement supplémentaires.

Plus tard, Henriette Malkin témoignera avec d'autres en faveur de Roger Bonhours.

Il sera déclaré « Juste Parmi les Nations » en 2002.



© Fonds Hélène Turner-Lentschener, prêtée à l'ONaCVG du Cantal par M. Rispal.

« Vraie-fausse carte d'identité » établie par Roger Bonhours

demandée par Suzanne Jacquet pour Hélène Turner. Cette dernière devint alors Texier Hélène : T.H, avant son départ de Vic-sur-Cère.

Hélène Turner, jeune belge de 17 ans début 1942 (déportable), fut sauvée par miracle du camp de Rivesaltes par l'O.S.E, et arriva au Touring Hôtel où elle pensait partir « en colonie de vacances ». Elle ne revit jamais ses parents qui furent déportés à Auschwitz (Pologne). Devenue résistante, elle retrouva Suzanne Jacquet à la pouponnière de Limoges où elle s'occupa des bébés. Après la guerre, elle écrira qu'elle fut sauvée par ses parents, qui avaient signé l'acte d'abandon pour la faire sortir du camp.

LA VIE AU TOURING HÔTEL

Hélène Turner écrira : « Dans cette maison d'enfants, tout était fait pour que le poids de la guerre ne se ressente pas ». Hélène LENTSCHENER née TURNER, extrait de l'ouvrage *Entre les gouttes, de la Pologne à la France : une vie*, Ed. Les Editions Du Net, 2015, extrait en ligne, www.ose-france.org/ Les enfants cachés ont la parole, p7 [consulté le 28 août 2023].

Cependant, la peur des arrestations et la douleur des séparations avec leurs familles restaient présentes, la plupart d'entre eux n'avaient aucunes nouvelles. Quand Suzanne Jacquet était prévenue par la résistance, par Jeanne Lavielle ou Jeanne Olivier, d'une rafle, elle envoyait ses jeunes protégés en balade dans les montagnes toute la journée, jusqu'au soir.

Suzanne Chaimovitz (juive Polonaise, 11 ans à son arrivée à Vic-sur-Cère en août 1942, avec sa sœur de 15 ans), écrira alors :

« Et puis il y avait les grandes sorties hyper-matinales, Madame Jacquet passait dans les chambres et dortoirs vers 5 heures du matin en criant : "Allez les enfants, ce matin, on va en montagne voir le lever du soleil, c'est très beau, faites vite (...)", ce jour-même la Milice venait à Vic et la Résistance avait prévenu notre directrice. Ça, je l'ai compris plus tard » Lettre de 1996. Arch. Dép. du Cantal, fonds Martres, 62 J Art. 15

Comme il y avait de plus en plus d'enfants, les conditions de vie devenaient assez rudes, notamment au niveau de l'alimentation : « Le café au lait du matin [était] passé (...) aux pois chiches grillés », témoignera Suzanne Chaimovitz. La faim revient souvent dans les témoignages des pensionnaires.

Suzanne Chaimovitz



Juin 1943. Quelques enfants cachés au Touring Hôtel.

Au dos de la photo Suzanne écrit : « juin 1943 - Villégiature un peu forcée ».

© Fonds Suzanne Chaimovitz. Photo confiée à l'ONaCVG du Cantal par M. Rispal.

Le saviez-vous

Plus d'une centaine d'enfants passeront par le centre d'accueil.

Le chef départemental de la milice, Lahaye, habitait Vic-sur-Cère mais aucune arrestation n'eut lieu.

Vraies-fausse carte d'identité : Roger Bonhours s'arrangeait pour que les nouveaux noms et prénoms commencent par les mêmes lettres que les véritables noms et prénoms (avec une consonnance française). Ainsi, les initiales restaient identiques sur les alliances, mouchoirs en tissu brodés, etc. La famille « Malkin » devint la famille « Martin ».

Jeanne Laviaille et son réseau

Jeanne Laviaille (1898 - 1978)
Attachée à la préfecture du Cantal
de 1919 à 1960.
© Fonds Nicole Roux



« Chef de service au centre même d'un système collaborationniste »

Extrait du discours prononcé en juillet 2004 par Monsieur Alain Rigolet, préfet du Cantal durant l'inauguration de l'espace Jeanne Laviaille à la préfecture du Cantal.
Jean FAVIER (éd.), *Les Justes du Cantal*. Ed. de l'Association du Musée de la Résistance d'Anterrieux, 2010, p.45

Un
poste
clé

Dans un premier temps destinée à la vie religieuse, Jeanne Laviaille rentre à la préfecture du Cantal en 1919. Dès 1936, elle a la charge des dossiers des étrangers réfugiés ou assignés à résidence dans le Cantal. En 1942, elle occupe le poste de chef de bureau des étrangers et des israélites, « poste clé » qui lui permettra d'agir avec la complicité de sa collègue Jeanne Olivier, originaire de Mauriac (Cantal).

UNE FEMME D'ACTION

Forte de ses relations entretenues grâce à sa famille très implantée localement, de ses liens avec des fermiers des montagnes cantaliennes, des artisans d'Aurillac, des institutions religieuses, ou encore de simples particuliers, Jeanne Laviaille a pu, entre autres :

- Cacher des enfants juifs dans des internats catholiques ou laïcs, des homes (centres d'accueil) comme le Touring Hôtel de Vic-sur-Cère, chez des paysans... ;
- Trouver des lieux d'accueil à leurs parents dans les montagnes cantaliennes ;
- Affecter des travailleurs étrangers sur des chantiers (barrages de Saint-Etienne-Cantalès et de l'Aigle) ;
- Délivrer aux persécutés (juifs ou autres) de « vrais-faux » papiers d'identité, cartes de rationnements, certificats de travail, laissez-passer, autorisations de visite aux emprisonnés en vue de leur évasion ;
- Prévenir ou faire prévenir chaque fois qu'il y avait un danger ou l'organisation d'arrestation de juifs.

Le saviez-vous

Henri Weisbecker a réalisé de vraies-fausses cartes d'identité pour des juifs, des résistants et des réfugiés, avec un tampon du commissariat qu'il avait déclaré auparavant volé pour se couvrir.

JEANNE ET LES AGENTS DE L'ÉTAT

Jeanne Laviaille entretenait également des contacts étroits avec les fonctionnaires des autres services publics (ingénieurs des barrages de Saint-Etienne-Cantalès et de l'Aigle, agents de la Poste, secrétaires de mairie, etc.). Jeanne Laviaille fut dénoncée en décembre 1942 pour avoir fourni de faux certificats de travail à 20 juifs localisés à Arpajon-sur-Cère.

Dans son action, elle a notamment sollicité des fonctionnaires du commissariat de police d'Aurillac tels que Abel Enjalbert ou encore ses collègues de la préfecture du Cantal, comme le responsable départemental du **Service de Renseignement (SR* des Mouvements Unis de la Résistance (M.U.R))** dès 1943 : Jean Lepourcelet (chef de bureau du cabinet du préfet du Cantal).

A la veille du 25 mai 1944, jour de la Saint-Urbain, Jean Lepourcelet avertit Henri Weisbecker que la Gestapo et la Milice française s'apprêtaient à arrêter 150 juifs. Ce dernier charge alors Abel Enjalbert et les résistants de son commissariat d'aller prévenir tous les juifs de la ville. La rafle tourne au fiasco pour les Allemands. Ce jour-là devait également être arrêtés des réfractaires au STO (Service du Travail Obligatoire) et d'autres résistants. Soupçonné par le chef de la milice d'Aurillac, Abel Enjalbert prendra le maquis.



Abel Enjalbert (1915-2006)

Résistant de la première heure, il exerce en août 1943 les fonctions de secrétaire de police au commissariat d'Aurillac.

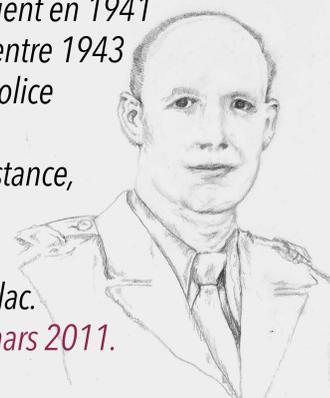
« Il su gagner la confiance du commissaire Henri Weisbecker et du chef de bureau du cabinet du préfet du Cantal, Jean Lepourcelet ».

Déclaré « Juste Parmi les Nations » le 22 octobre 1998.

Henri Weisbecker (1903-1977) :

Engagé très tôt dans la Résistance, il devient en 1941 commissaire de police à Marseille, puis entre 1943 et 1944, il est nommé commissaire de police pour Aurillac-Arpajon. En contact avec Henri Tricot, responsable local de la Résistance, puis chef d'arrondissement d'Aurillac des M.U.R et Jean Lepourcelet, responsable du SR à la préfecture d'Aurillac.

Déclaré « Juste Parmi les Nations » le 2 mars 2011.



* SR : Service de renseignements clandestin (au cœur de la préfecture du Cantal), regroupant un réseau de fonctionnaires résistants, pour le compte des Mouvements Unis de la Résistance (M.U.R). Service qui possédait des relais également au commissariat de police, à la gendarmerie, à la Poste, au service des ponts-et-chaussées, à la mairie d'Aurillac ou encore au dépôt des armes de chasse, rattaché au cabinet du préfet.

* M.U.R : créés le 26 janvier 1943, issus de la fusion de trois grands mouvements de la zone sud : Franc-Tireur, Combats, Libération-Sud.



UNE RECONNAISSANCE MÉRITÉE

Jeanne Laviaille dans son bureau de la préfecture en 1960.
© Fonds Nicole Roux (petite-nièce de Jeanne Laviaille)

Madame Fanny Lewiner, réfugiée juive à Vic-sur-Cère (dès juin 1940), avec deux enfants nés en 1940 et 1943, indique dans son témoignage du 9 mars 1998 : « *Je peux dire que c'est grâce à elle (Jeanne Laviaille) et Madame Olivier qui travaillait aussi à la préfecture d'Aurillac, que nous avons survécu (...)* Chaque fois qu'il allait y avoir des arrestations de juifs, Mademoiselle Laviaille ou Madame Olivier venaient à bicyclette d'Aurillac pour me prévenir... ».

Extrait de la lettre de Fanny Lewiner pour le Comité Français pour Yad Vashem. Archives ONaCVG du Cantal. © Fonds Jeanne Lascroux

Madame Lewiner témoignera devant la commission des Justes de Jérusalem en faveur de Jeanne Laviaille pour la demande de titre de « Juste parmi les Nations », demande faite par madame Jeanne Lascroux, nièce par alliance de Jeanne Laviaille.

Jeanne Laviaille sera reconnue « Juste parmi les Nations » à titre posthume le 24 mai 1999.

● 13 février 1947 : médaille de la reconnaissance française

● 1949 : croix du mérite social

● 8 mai 2001 : inauguration de la place Jeanne Laviaille à Maurs (Cantal)

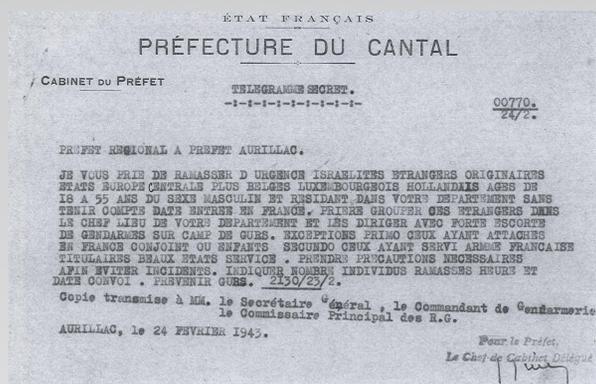
● 16 juillet 2004 : dépôt d'une plaque en son nom dans le hall d'accueil de la préfecture du Cantal

Le Cantal

Terre de refuge

La population juive dans le Cantal durant la Seconde Guerre mondiale

A la veille de la déclaration de guerre, la population juive du Cantal représente une vingtaine de personnes. Néanmoins, face aux persécutions mais aussi aux **grandes rafles en vue de la déportation de juillet et août 1942** en zone occupée comme en zone sud, de nombreux israélites arrivèrent dans le Cantal, le plus souvent illégalement, pour y chercher refuge tandis qu'un nombre variable suivant les années y était assigné à résidence.



Télégramme du préfet régional au préfet du Cantal, Roger Homo : 24 février 1943.
© Arch. Dép. du Cantal

25 septembre 1941

La préfecture du Cantal recense :

- 248 juifs français,
- 240 juifs étrangers.

Un certain nombre ont échappé au comptage.

5 février 1943

- 558 juifs français,
- 524 juifs étrangers.

Ces chiffres étant inférieurs à la réalité, car un certain nombre esquiva le recensement ou prit une nouvelle identité.

Source : Eugène MARTRES, *Le Cantal de 1939 à 1945*. Ed. De Borée, 1993, p. 63 et p.65

- Toutefois, le Cantal subit **une première grande rafle de juifs non français**, celle que connu la zone libre en août 1942. Dans le département, 30 juifs furent arrêtés, déportés et exterminés, puis 5 autres **israélites** les jours suivants. Ces derniers furent internés à Rivesaltes.
- Du 25 février au 1^{er} mars 1943, eu lieu **une deuxième rafle** : 34 à 40 juifs furent arrêtés, acheminés sur Gurs, déportés et **très vraisemblablement exterminés**.
- Puis les arrestations continuèrent tout au long des années 1943 et 1944.

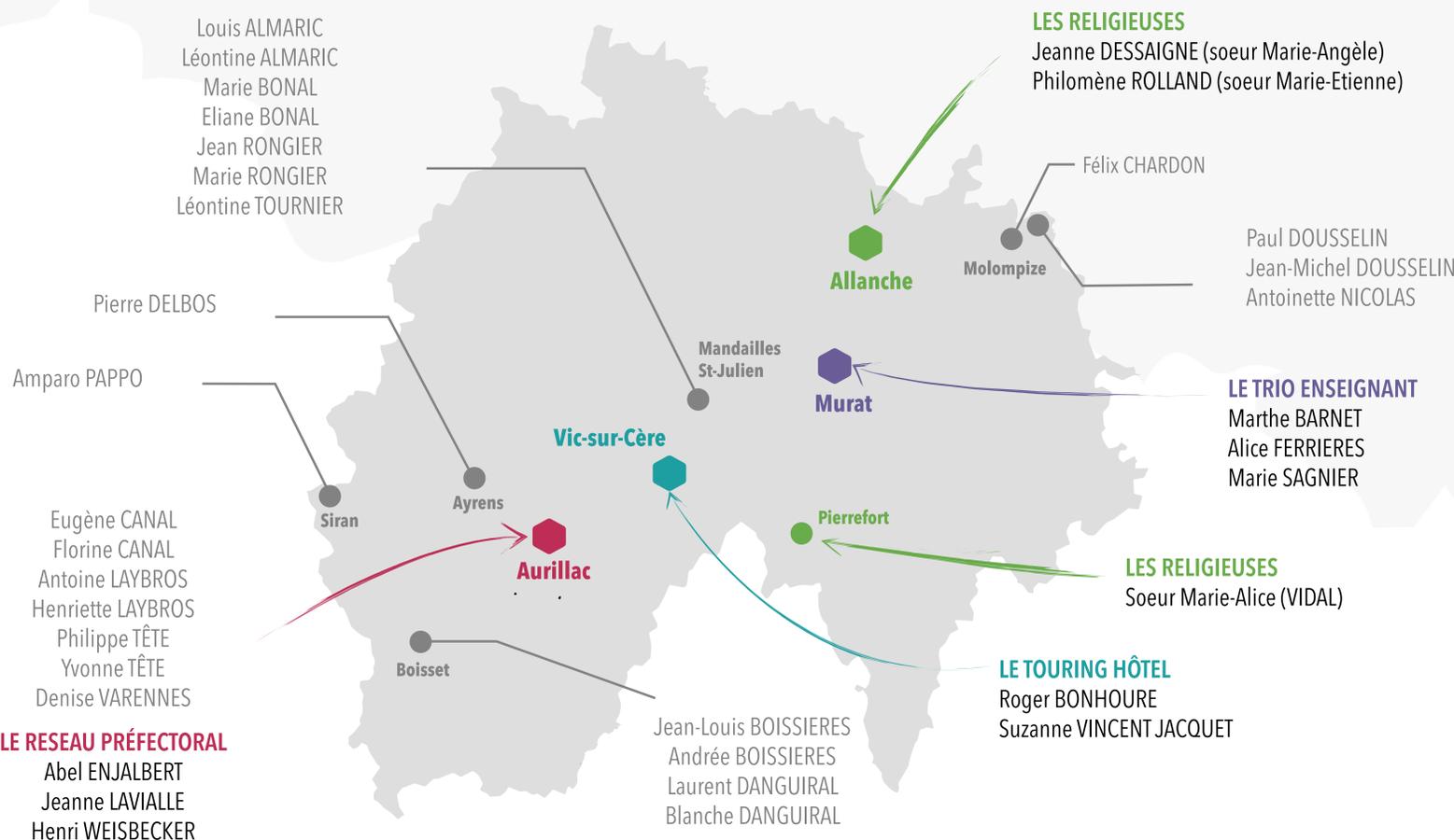
Les 35 « Justes parmi les Nations » du Cantal, reconnus par Yad Vashem (au 31 décembre 2021)



[En 1940], le Cantal est un département de montagne, essentiellement agricole (...) et à l'écart des grandes voies de communication. (...)

L'occupation allemande s'y implanta en novembre 1942 et ses effectifs furent très faibles jusqu'en mai 1944. (...) Ses caractères (isolement - possibilité de logement et de ravitaillement), firent du Cantal un département d'accueil.

Eugène Martres. *Le Cantal de 1940 à 1944, Déportation Internement*. Livret p1.



Il est bien évident que cette carte ne répertorie pas tous les Justes qui ont œuvré dans le Cantal. D'autres Justes sont encore à découvrir, mais beaucoup resteront anonymes faute de témoignages. La dernière génération qui a connu l'occupation s'éteint, on cessera bientôt de découvrir de nouveaux sauveteurs.

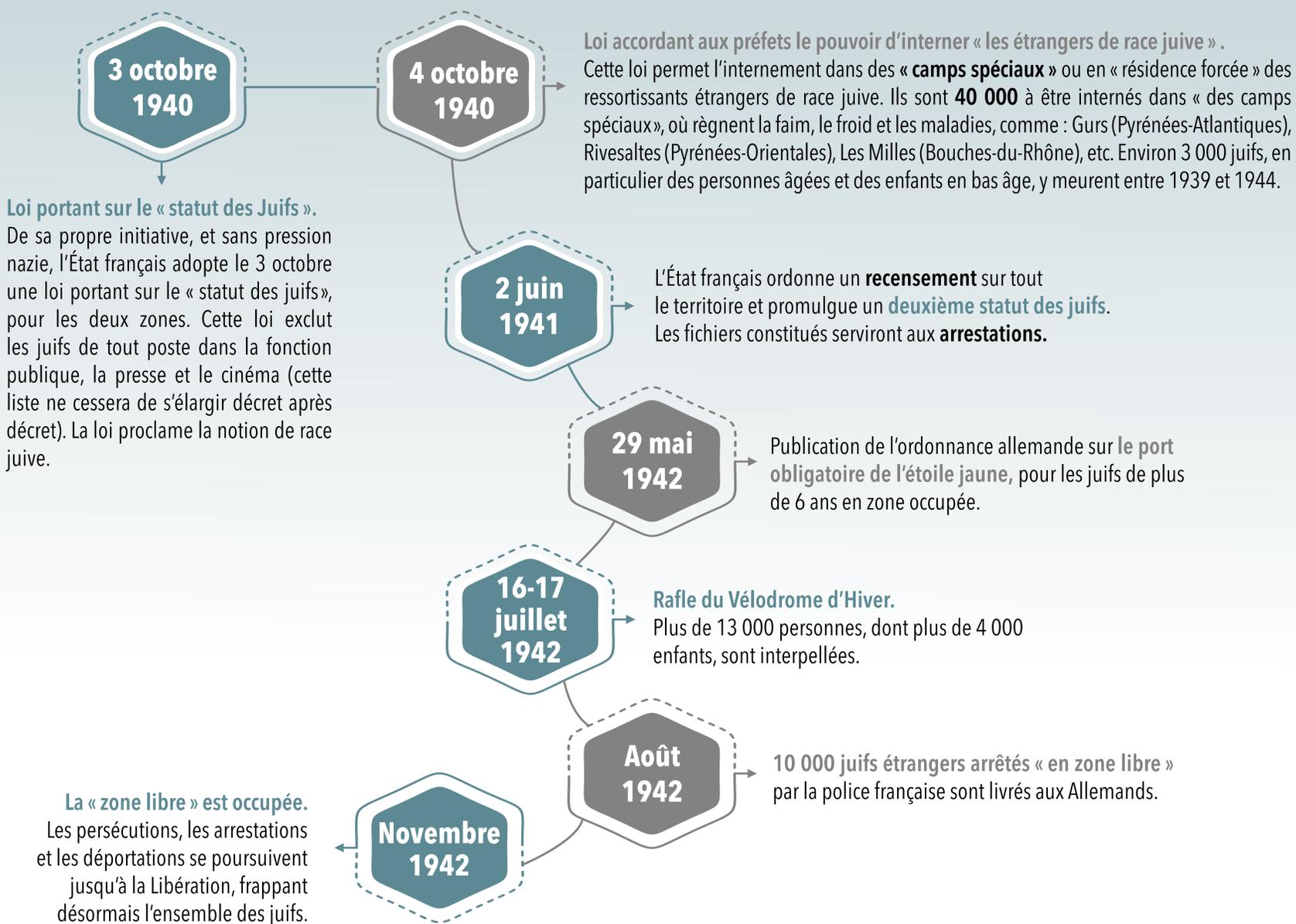
Découvrez dans la suite de l'exposition, différents réseaux et portraits de Justes du Cantal...

1940-1942

« Vers la politique du pire »



Quelques rappels des mesures anti juives prises sous l'occupation allemande et le Régime de Vichy



Les réseaux de sauvetage et les aidants

Face aux persécutions et aux arrestations, des actions clandestines de sauvetage, notamment celui des enfants, se multiplient. Ces actes de résistance civile sont l'œuvre de juifs et de non-juifs.

- Dans les milieux ruraux, des initiatives individuelles et spontanées se manifestent.
- Quelques hautes personnalités de l'église catholique ou réformée protestent publiquement, comme l'archevêque de Toulouse Jules-Géraud Salièges : sa **lettre sur « la personne humaine », lue le 23 août 1942 dans les églises** de son diocèse puis diffusée à travers la France, contribua à alerter l'opinion. Des institutions religieuses, des couvents, participent à l'accueil sous de fausses identités d'enfants.

Des organisations de secours, juives et non juives, se mobilisent (œuvrant, pour certaines dès le début du conflit), comme : l'Œuvre de Secours aux Enfants (OSE), Les Eclaireurs Israélites de France (EIF), le Comité Inter-Mouvements Auprès Des Évacués (CIMADE) et l'Amitié Chrétienne, notamment pour faire sortir les enfants des camps d'internement. Des parents acceptent de se séparer de leurs enfants pour les sauver, devant alors signer un acte d'abandon.

Après les rafles d'août 1942 et l'arrivée des allemands en novembre 1942, des organisations mettent en place des **réseaux clandestins** comme le réseau Garel (OSE) et la Sixième (EIF).

Ces organisations, reliées entre elles, vont agir dans toute la France, s'appuyant sur un réseau de contacts et d'aidants pour camoufler leurs protégés, dans des familles non-juives, dans des institutions et des centres d'accueil. On retrouvera ainsi l'action des ses organisations dans le Cantal.

Il faut noter également que « tous les aidants ne sont pas associés à ces organisations. De nombreuses personnes œuvrent individuellement ou en petit groupe et concourent à porter aide et assistance aux juifs vivant dans la région ».



Photographie d'un groupe d'enfants au camp de Rivesaltes où figurent Joachim Bobbe et David Korn. Rivesaltes (Pyrénées-Orientales), France, 1942. © Mémorial de la Shoah/Coll. OSE

L'année 1942 marque un tournant. Il ne s'agit plus d'aide humanitaire, mais de sauver des juifs des camps de la mort.

Hommage aux Justes de France

Les noms des « Justes parmi les Nations » de France sont inscrits sur un mur à Paris, situé dans l'**allée des Justes** (Paris 4ème), inaugurée le 14 juin 2006, près du Mémorial de la Shoah.

Le 18 janvier 2007, **dans la crypte du Panthéon**, le président de la République Jacques Chirac, sur une proposition de Simone Veil, donnait aux « Justes de France », reconnus ou restés anonymes, une place légitime auprès des grandes figures de notre pays.



© Archives nationales/Service photographique de la Présidence de la République/D. Noizet

Œuvre d'Agnès Varda réalisée à l'occasion de l'hommage de la nation aux Justes de France le 18 janvier 2007 au Panthéon : des centaines de photographies de Justes connus ou inconnus, sont posées à même sur le sol, ou dressées comme des livres ouverts.

Le saviez-vous

La notion de Juste apparaît dès l'antiquité chez le peuple juif. Dans le Talmud, cette dénomination était utilisée pour qualifier les non-juifs « vertueux, œuvrant avec compassion et justice » (La Tribune Juive)

Au cours d'une cérémonie officielle, le représentant de l'ambassade d'Israël remet aux « Justes parmi les Nations » ou à leurs ayants-droits, une médaille gravée à leur nom ainsi qu'un diplôme d'honneur.

CHIFFRES CLÉS au 1^{er} juin 2023

Titre de
« Juste parmi les
Nations » décerné à
4 206 personnes
en France et 28 217
dans le monde.

35
« Juste parmi les
Nations » dans le
Cantal, dont 7 reconnus
en 2021, 6 à titre
posthume.

De nombreux
autres "Justes"
resteront anonymes
fautes de témoignages
et par souci d'humilité.



« **Quiconque sauve une vie sauve l'Univers tout entier** ». Cette phrase, extraite du Talmud est gravée sur chaque médaille que remet l'Etat d'Israël en reconnaissance des actions d'humanité et de courage des « Justes parmi les Nations » qu'il honore.

Jacques Chirac et Simone Veil dans la crypte du Panthéon lors de la cérémonie d'hommage aux Justes de France, le jeudi 18 janvier 2007.

© Archives nationales/Service photographique de la Présidence de la République/P.Segrette

QU'EST-CE QU'UN JUSTE ?

Définition

Peut-être reconnue comme « Juste parmi les Nations », toute personne :

- ayant activement participé au sauvetage d'un ou plusieurs juifs de la mort ou de la déportation vers un camp de concentration ou d'extermination,
- ayant risqué sa vie, sa sécurité et sa liberté pour sauver un juif,
- n'ayant recherché aucune récompense ou compensation matérielle en contrepartie de l'aide apportée,
- dont l'action a été confirmée par les témoignages de ceux qu'elle a sauvés ou par des documents établissant la nature et les circonstances du sauvetage.

Yad Vashem : une volonté de reconnaissance au fil des années.



Institut international Yad Vashem
pour la Mémoire de la Shoah à Jérusalem
© Comité français pour Yad Vashem

1953

En 1953, la Knesset (le parlement israélien) décide d'honorer les victimes juives de la Shoah, pour lesquelles est créé le **mémorial de Yad Vashem**, édifié sur le Mont du Souvenir, à Jérusalem. Le nom de « Yad Vashem » est tiré du livre d'Isaïe (Ancien Testament) :

« et je leur donnerai dans ma maison et dans mes murs un mémorial (Yad) et un nom (Shem) qui ne seront pas effacés ». Isaïe, chapitre 56, verset 5.

Yad Vashem (institut commémoratif des héros et des martyrs de la Shoah), rend également hommage à l'héroïsme et au courage de ceux qui luttèrent pour soustraire des juifs au projet d'extermination nazi et que l'on nomme des « Justes parmi les Nations ».

1963



Le jardin des Justes parmi les Nations
à Yad Vashem, Jérusalem
© Comité français pour Yad Vashem

Depuis 1963, cette distinction, la plus haute distinction civile décernée par l'État hébreu à des non-juifs, est attribuée par une commission présidée par un juge de la cour suprême de l'État d'Israël. Depuis cette même date, Yad Vashem a créé **à Jérusalem l'Allée des Justes plantée d'arbres à leurs noms, puis le Jardin des Justes** où les listes de noms sont gravées sur des murs, pays par pays.

1989



Stèle du square des Justes
d'Aurillac inaugurée
le 27 mai 2019.
© ONaCVG du Cantal

En 1989, **le Comité Français pour Yad Vashem est fondé**. Il instruit les dossiers des Justes qui lui sont soumis et les transmet à Yad Vashem Jérusalem, seule autorité habilitée à délivrer le titre honorifique de « Juste parmi les Nations » au nom de l'Etat d'Israël.

2010

En 2010, le comité français pour Yad Vashem initie le **réseau « Villes et Villages des Justes de France »**.

Ce réseau a pour ambition de réunir les communes ayant nommé un **lieu de mémoire** comme : une rue, un square, une place, un jardin etc., pour perpétuer le souvenir et les valeurs portées par les « Justes parmi les Nations ».

Le comité œuvre également pour que les communes ayant organisées des remises de médailles créent, elles aussi, des lieux porteurs de mémoire et rejoignent le réseau « Ville et Villages des Justes de France ».

Au 1^{er} juin 2023 :

152 communes

faisaient partie du réseau « Villes et Villages des Justes de France ».

488 lieux de mémoire

étaient mis en œuvre et inaugurés.